

Direction départementale  
de la cohésion sociale et de la  
protection des populations

Service protection et santé animales  
et installations classées pour la  
protection de l'environnement



PREFET DE LA SAVOIE

**ARRETE PREFECTORAL**  
**portant mise en demeure**  
**Société RES à Grésin**

Le Préfet de la Savoie,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite ;

Vu le code de l'environnement, titre 1er du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment son article L. 514-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 juin 2001, réglementant les activités du site modifié le 8 mars 2010 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 02 avril 2007 ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées;

Vu les rapports de l'inspection des installations classées en date des 7 juin 2010 et 18 juillet 2012, ce dernier faisant suite à l'inspection menée le 4 juillet 2012 ;

Considérant que l'inspection a constaté que la société « RES » située sur la commune de Grésin n'a pas satisfait aux prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral du 08 mars 2010 :

- **Capacités de rétentions** (Article 7- 5-3-3): pour l'ensemble de ses rétentions, les détecteurs de niveau haut et bas ne sont pas opérationnels.
- **Bilan de fonctionnement** (Article 8-4-2) : l'échéance du 29 juin 2011 pour la remise du bilan de fonctionnement n'a pas été respectée par l'industriel.
- **Consommation spécifique 8l/m<sup>2</sup> par fonction de rinçage** (Article 4-1-4): l'exploitant n'a pas calculé sa consommation spécifique par fonction de rinçage
- **Surveillance trimestrielle des eaux pluviales** (Article 8-2-3-1): l'exploitant n'a toujours pas mis en place la surveillance trimestrielle des eaux pluviales pour les paramètres hydrocarbures et matières en suspension.
- **Stockage de produits liquides** : l'exploitant ne respecte pas en permanence l'article 7.5.3.1 en ne disposant pas de rétention pour l'ensemble des produits liquides stockés.

- **Eaux résiduelles** (Article 4.3.9.1): les valeurs limites réglementaires pour les paramètres Nitrites et Phosphore ne sont pas respectés.

Considérant que l'inspection a constaté que la société « RES » ne satisfait pas également à la prescription suivante de l'arrêté préfectoral complémentaire du 02 avril 2007 :

- **Surveillance des eaux souterraines** (Article 3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 02/04/2007) : puisque la surveillance trimestrielle des eaux souterraines n'est pas effectuée.

Considérant que cette situation présente des dangers pour la préservation des intérêts visés à l'article L. 511.1;

Considérant dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L.514.1 du code de l'environnement précité ;

Le Pétitionnaire entendu,

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de Savoie ;

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

La société RES dont le siège social est situé à Grésin - lieu dit les usines-73240 St Genix sur Guiers, est mise en demeure pour son site de Grésin, de prendre les dispositions nécessaires afin de respecter les conditions définies aux articles suivants de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 08 mars 2010, actualisant les prescriptions d'exploitation du site et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 02 avril 2010 en ce qui concerne la surveillance des eaux souterraines :

- **Capacités de rétentions** : sous un délai de 3 mois, rendre opérationnels, les détecteurs de niveau haut et bas pour l'ensemble des rétentions (art 7.5.3.3 de l'arrêté préfectoral du 08/03/2010).
- **Bilan de fonctionnement** : sous un délai de 3 mois, réaliser le bilan de fonctionnement et le transmettre à l'inspection. Celui-ci tiendra compte du transfert des activités de l'atelier TCI (art 8.4.2 de l'arrêté préfectoral du 08/03/2010 ).
- **Consommation spécifique 8l/m<sup>2</sup> par fonction de rinçage** : respecter sa consommation spécifique sous un délai de 1 mois (art 4.1.4 de l'arrêté préfectoral du 08/03/2010)
- **Surveillance trimestrielle des eaux pluviales** : sous un délai de 3 mois, mettre en place la surveillance trimestrielle des eaux pluviales pour les paramètres hydrocarbures et matières en suspension (art 8.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 08/03/2010).

- **Surveillance des eaux souterraines** : sous un délai de 3 mois, reprendre la surveillance trimestrielle (article 3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 02/04/2007).
- **Stockage de produits liquides** : sous un délai de 3 mois, respecter en permanence l'article 7.5.3.1 de l'arrêté préfectoral du 08/03/2010, en disposant de rétention pour l'ensemble des produits stockés.
- **Eaux résiduaires** : sous un délai de 1 an, de mettre en place les moyens pour respecter les valeurs limites réglementaires pour les paramètres Nitrites et Phosphore (art 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 08/03/2010).

## **ARTICLE 2 : SANCTIONS**

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté dans le délai imposé, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 3 : RECOURS**

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

## **ARTICLE 4 : NOTIFICATION**

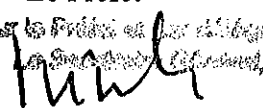
Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie, monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Grésin.

Chambéry, le - 1 OCT. 2012

Le Préfet

Pour la Préfecture et par délégation



Cyrille LE VELY